

NEWS



mensuel
Date: Mars 1992
No: 172

ISSN 0771-9388
Editeur responsable : Joanna Pilarska
15, Drève des Aubépines, 1332 Genval, Belgium
tél. 02/652.12.20 fax 02/652.02.88 tlx 24464 sol bk b

Les leaders syndicaux d'Europe de l'Est se rencontrent à Gdańsk

Nous, les représentants des syndicats démocratiques, libres et indépendants des pays d'Europe centrale et orientale, réunis lors d'un séminaire international syndical intitulé "Les changements en Europe centrale et orientale" qui a eu lieu du 2 au 4 mars 1992 à Gdansk: déclarons notre ferme opposition en ce qui concerne la poursuite de toute collaboration avec les anciens syndicats communistes ou crypto-communistes. Nous nous opposons aux pratiques injustes et toujours existantes de profiter et de disposer des biens syndicaux ainsi qu'au transfert de ces biens aux structures anti-réformistes et anti-démocratiques. Ces pratiques ne devraient pas servir à légitimer des structures post-communistes. Nous adressons un appel à tous les syndicats libres et leurs confédérations internationales afin qu'ils ne coopèrent pas avec ces structures.

Appel

Les syndicats démocratiques et indépendants de l'Europe centrale et orientale soulignent que la restauration de la démocratie pluraliste, des règles de la loi et des principes du droit de l'homme exigent une législation adéquate afin de rester conformes aux lois internationales et spécialement avec les règles de l'O.I.T. Les Gouvernements de ces pays sont également obligés de prendre une part plus active dans la démonopolisation du système des syndicats uniques qui ont été condamnés par l'O.I.T et demeurent en violation flagrante avec les principes fondamentaux de la liberté des associations. La partie essentielle des devoirs gouvernementaux est la redistribution des propriétés et des biens des anciens syndicats communistes. Propriétés et biens appartenant auparavant au système des syndicats uniques devraient être distribués équitablement aux nouvelles organisation syndicales afin de leur permettre de tenter d'établir leurs programmes et de travailler dans l'intérêt économique et social des travailleurs. L'état actuel du processus de redistribution des propriétés et des biens dévoile de manière manifeste des symptômes d'une violente opposition et d'un boycottage par les syndicats post-communistes, contribuant par là-même à hériter et perpétuer les anciennes structures injustes et illégales avec leurs effets discriminatoires. Les Gouvernements des nouvelles démocraties de l'Europe centrale et orientale doivent adopter immédiatement les mesures indispensables afin de régler et de réaliser la démonopolisation de l'ancien système du syndicat unique et de procéder à la distribution de leurs propriétés et biens. L'Organisation Internationale du Travail, disposant de son volumineux dossier concernant la promotion et la protection des principes de liberté d'association, est invitée à publier des règles de démonopolisation dans un contexte de transition du totalitarisme vers la démocratie.

Aux Parlements et Gouvernements d'Europe centrale et orientale

Nous, les représentants des syndicats indépendants des pays d'Europe centrale et orientale participant à la rencontre internationale de Gdansk constatons qu'au cours des processus de démocratisation dans leurs pays des menaces sont apparues. Elles sont susceptibles de limiter ou même de renverser ces processus.

Les plus importantes de ces menaces sont :

- l'activité destructrice des structures post-communistes. Elles profitent des avantages démocratiques gagnés par les mouvements syndicaux libres afin de renforcer leur position politique et matérielle. Cela est facilité par le fait que leurs responsables occupent toujours les postes stratégiques;
- la perte possible du soutien populaire aux réformes démocratiques due au risque de dépasser les limites de ce qu'on peut supporter durant le temps des réformes économiques;
- le manque de mécanismes juridiques réglant les relations entre l'Etat, les employeurs et les syndicats, et particulièrement les lois réglant les conventions collectives.

Pour contrecarrer ces dangers, nous adressons un appel aux gouvernements et aux parlements de nos pays pour qu'ils ne négligent pas nos propositions. A cause des menaces résultant de la situation économique, nous demandons de déterminer des méthodes de protection sociale, particulièrement la négociation avec les syndicats indépendants du niveau acceptable du chômage admis dans une période donnée.

Quel est l'actuel paysage politique et économique de la Pologne? Le pays, risque-t-il de prendre un mauvais tournant? Que penser du futur? Dans les pages suivantes les trois personnalités importantes présentent leurs opinions. >

4° P. 12007

Je soutiens le "programme Balcerowicz"

L'interview avec Leszek Balcerowicz, ancien vice-premier ministre et auteur d'un programme économique-choc.



Franchement, a-t-il jamais existé un tel programme? Certainement, il existait une stratégie économique portant ce nom. Le programme n'était pas limité à lutter contre l'inflation. Il contenait des éléments essentiels d'une réforme des structures économiques.

Aura-t-il des conséquences durables ?

J'espère que nous sommes définitivement sortis de l'économie de pénurie de produits et d'interminables files. Deuxièmement, nous avons instauré un système de prix correct où les prix sont libres et les producteurs soumis à un jeu de concurrence. Troisièmement, nous disposons d'une monnaie convertible. Quatrièmement, les efforts de privatisation commencent à apporter des résultats surtout dans le domaine des petites entreprises et du commerce. Hélas, cela n'est pas le cas pour la grande industrie. Je crois qu'un changement important dans le domaine politico-économique a été la création d'un authentique gouvernement local c'est-à-dire un nouveau gestionnaire. D'importants changements ont été opérés dans le système financier de l'Etat; une structure d'impôts modifiée, une bourse de valeurs et un nouveau système bancaire. On a créé quelques dizaines de nouvelles banques; la concurrence s'est accrue. Nous savons que d'autres mesures sont nécessaires, surtout s'il s'agit du rôle régulateur de la Banque Centrale. Une solution doit être trouvée pour les "mauvais crédits" de certaines banques commerciales.

Quels défauts trouvez-vous dans ce programme; quelle autre voie serait possible?

Quant à la stratégie, même deux ans après, je ne vois pas d'autre possibilité. Notre principe est de réaliser ce qui est susceptible d'être réalisé rapidement. Cela concerne trois domaines: la politique anti-inflationniste, la suppression rapide des restrictions; ainsi on a libéré les prix et le commerce extérieur; l'instauration d'une monnaie convertible. Nous avons donc commencé par des réformes rapides, en entamant en même temps des réformes institutionnelles plus profondes en transformant les structures de diverses sphères de la vie économique : banques, budget, administration de l'Etat, système budgétaire, entreprises. Ces changements de par leur nature sont moins rapides.

Cela concerne également le processus de privatisation. Bien sûr, certaines choses auraient pu se faire autrement. Il n'était pas opportun de relâcher la politique de crédit à la fin de l'année 1990. Il aurait été plus avantageux d'accélérer les changements institutionnels, de privatiser plus rapidement et d'éliminer les entreprises non rentables. Nous payons le prix de ces erreurs par le retard dans l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée et dans la réforme de budget.

L'actuelle situation politique n'est pas de bonne augure; quelles solutions voyez-vous pour l'avenir?

Je me méfie des pronostics faciles. Je pourrais parler de critères applicables aux programmes économiques proposés. Premièrement, la macro-stabilité, les chances de baisser le taux d'inflation, de conserver la convertibilité du zloty, de maintenir l'équilibre économique en général. Deuxièmement, le programme favorise-t-il la compétitivité de l'économie? Sans compétition, aucune réforme n'est possible dans les entreprises. Troisièmement, quelle est l'attitude vis-à-vis des entreprises de l'Etat? Il serait faux de confier la tâche de restructuration à l'Etat pour une longue période car il n'est pas capable de bien l'exécuter. Quatrièmement, notre attitude face à la privatisation: je pense qu'il faut accélérer ce processus.

L'Occident nous a-t-il déçu ou réciproquement?

Ni l'un ni l'autre. Dans ses prémisses, le programme s'est basé sur la conviction que nos réformes sont liées à une aide occidentale possible. Cela signifiait un agir décisif afin d'obtenir un traitement de faveur. La situation de l'époque justifiait cette approche et le traitement spécial se rapportait surtout à la réduction de la dette extérieure. C'est cela qui est arrivé, sans qu'on puisse en être certain au départ; nous avons obtenu une importante réduction de notre dette. Ainsi nous avons accès au crédit étranger, aux garanties de crédit grâce à l'accord avec le Fonds Monétaire International. La question reste si le nouveau gouvernement va présenter un programme économique orienté dans la même direction.

Vous avez des relations suivies avec les leaders russes. Ils nous imitent mais avec moins de succès...

Je vois certaines similitudes dans la situation économique et les objectifs à atteindre. Mais les stratégies sont différentes. Egalement, leur situation initiale est encore plus compliquée que la nôtre il y a deux ans. Les leaders russes sont conscients de la nécessité d'entreprendre des pas décisifs et ils ont entamé des réformes avec détermination. Les similitudes de leur situation économique concernent surtout une très forte inflation accompagnée d'une pénurie de marchandises sur le marché. Quant aux différences, leur processus de libération des prix est plus restrictif; certains prix sont sous contrôle administratif, ce qui contribue à la persistance de la pénurie. D'autre part, pour des raisons politiques, une politique monétaire radicale est plus difficile à réaliser. ■

Les opportunités et les obstacles d'une politique libérale

Extraits d'une interview avec Jan K. Bielecki, ex-premier ministre et un des leaders du parti libéral

Croyez-vous que les libéraux ont mis à profit leur accès au pouvoir en 1991?

En réalité, ce n'était pas un gouvernement libéral. Dans cette équipe, ils étaient 3 sur 21 ministres. Il s'agissait d'offrir le poste de Premier à Bielecki plutôt que de créer un gouvernement libéral. C'est pourquoi notre critère portait surtout sur les compétences et pas sur l'appartenance politique. Bien sûr, notre politique en général était plus proche du libéralisme que du socialisme.

Plus proche, peut-être, que la politique de Mazowiecki?

Oui, et je pense que le plus grand succès de ce gouvernement concerne l'impact sur les mentalités. Les idées condamnées jusqu'à tout récemment comme le marché libre, la propriété privée etc. ont trouvé une place durable dans la théorie et dans la pratique. D'après les enquêtes, plus de la moitié de la population souhaiterait devenir son propre patron. Ainsi, durant ces deux années a été formée une catégorie de population disposée à promouvoir le capitalisme démocratique.

N'êtes-vous pas un peu déçu? Les mentalités ont changé mais la réalisation du capitalisme laisse à désirer. Les voix se font entendre en faveur du retour à l'interventionnisme et à l'Etat-providence.

Peu nous importent les opinions sur le capitalisme; il s'agit des frais des transformations systémiques. Ces frais apparaissent partout où on tente une chose quasi impossible : abandonner la planification centralisée et le collectivisme.

La société est pour le capitalisme à condition d'avoir des garanties de sécurité...

Mon objectif est d'arriver à une analyse pragmatique de la situation. C'est-à-dire élargir les espaces de la propriété privée. Le nombre grandissant d'entreprises privées en est la preuve. Le souhait de devenir son propre patron est aussi important. Enfin, la concurrence et la contrainte économiques favorisent la recherche d'efficacité. De cette manière, en dépit des obstacles nous avançons. Nous avons des commerces, une classe d'entrepreneurs, des produits indigènes. Ce sont les premières bases durables du capitalisme. Par contre, l'échec porte sur le processus de privatisation. Ici, les enjeux sont d'importance : ils visent les intérêts de groupes et parfois des individus. C'est ainsi qu'en essayant d'exposer nos problèmes économiques à l'étranger, je soulignais que l'économie de marché apporte des risques et les risques engendrent la peur.

Les libéraux purs et durs pourraient vous accuser de tendances pas très orthodoxes...

B.D.I.C

Pour être bref, je dirais que je suis partisan d'une politique monétaire rigoureuse avec la participation de l'Etat dans le processus des transformations allant jusqu'à un certain degré d'interventionnisme. Mais l'interventionnisme en Pologne a une mauvaise presse car il est considéré comme le symbole de gaspillage de l'Etat. Une passivité face à la déchéance économique est inacceptable car l'Etat n'a pas de moyens pour résoudre les problèmes sociaux qui en résultent. Il faut chercher un compromis basé sur les règles économiques strictes.

Quels sont les milieux politiques susceptibles de favoriser ou de combattre le capitalisme démocratique? Notre arène politique est en train de naître; il est difficile de s'y retrouver. Certes, une identité politique devrait se traduire par des actions concrètes et les idées prônées. J'observe donc avec sympathie tous les mouvements issus de Solidarność mais ce qui est le plus important pour moi c'est mon parti et ses tentatives de créer sa propre identité.

Ne craignez-vous pas que le Syndicat, si méritoire qu'il soit, ne devienne une entrave à la réalisation des réformes?

Oui, je crains tout mouvement uniquement revendicatif. Le problème concerne non seulement les syndicats mais surtout les structures politiques, les partis; par exemple dans un Parlement fractionné à l'infini où on dit une chose et on fait une autre.

A propos de Solidarność, il n'était pas un syndicat, et c'est seulement aujourd'hui qu'il retrouve son identité. Pour les militants syndicaux, il est indispensable de trouver une nouvelle formule d'action qui recouvre une nouvelle réalité. C'est l'Etat qui doit les aider. Nous ne sommes pas dans une situation conflictuelle : revendiquer ou non. Il s'agit de bâtir des ponts de compréhension. Dans toutes nos difficultés, nous pouvons compter sur nous-mêmes. C'est un défi digne de la fin du siècle. ■



Il n'y aura pas de scénario catastrophe.

Extrait d'une interview de Lech Walesa, Président de la Pologne



Photo M. Okoński

Tygodnik Powszechny

Monsieur le Président, y a-t-il des situations où la dictature est meilleure que la démocratie?

Non, la démocratie est toujours mieux que la dictature. Certes, parfois nous tendons à confondre certaines notions. Je dis ceci: la démocratie existe afin que les meilleurs puissent proposer des programmes et que ceux-ci soient mis en pratique; la démocratie signifie un parlement, des parties politiques, une compétition entre les personnes et les idées. Mais, une fois que la majorité a décidé du programme, nous avons besoin, pour ainsi dire, de la dictature pour l'appliquer. Beaucoup de personnes ne me comprennent pas. Je demande la dictature pour réaliser le programme. Une fois la décision prise, il faut aller de l'avant et non regarder en arrière. Certains confondent cela avec la dictature politique, mais c'est faux.

Monsieur le Président, vous avez un rare talent pour sentir d'où vient le vent. Aujourd'hui beaucoup de citoyens proclament que la vie était meilleure sous les communistes. Si le peuple rejetait les réformes, seriez-vous contre la majorité?

C'est une absurdité. Nous n'avons pas réussi à expliquer à la société que le communisme était un retour en arrière. La liberté et la démocratie nous poussent en avant. Les deux ne peuvent se produire en même temps. Nous avons dû d'abord stopper le retour en arrière, mais ceux qui sont dans le train disent: "nous avons cessé de bouger, c'est pire maintenant". Non. Nous avons stoppé afin d'augmenter les chances d'avancer. Les problèmes concernent les règles du "trafic". Qui pourrait élaborer ces nouvelles lois en matière politique, économique, juridique etc...? Les personnes qui ne participent pas activement au processus politique ne comprennent pas les difficultés objectives et se plaignent que les conditions de vie s'aggravent. Dans les temps de transformation du système, ils s'aggravent pour le moment.

Nous débattons constamment des relations du pouvoir constitutionnel accompagné d'un pouvoir exécutif fort. Un parlement faible peut en fait conduire à un exécutif

faible et éventuellement à une présidence amoindrie

Mettons les choses à leur place. Le parlement est chargé des tâches législatives. Mais la fonction législative est un processus lent et pendant la période transitoire, le Gouvernement doit avoir les moyens d'agir rapidement. Actuellement, nous agissons de façon chaotique. Le système juridique est mauvais, stalinien et le manque de cohérence juridique est fréquent. Quelqu'un doit être capable de contrôler cela parce qu'un tel système mine de l'intérieur, lentement mais sûrement, notre démocratie naissante. Les lois ne peuvent pas être légiférées en hâte car elles doivent refléter la réalité de la vie. Ainsi, il est préférable qu'un ministre commette une erreur que d'avoir un Parlement modifiant constamment les lois. Je suggère que les ministres aient des compétences plus étendues afin qu'ils travaillent avec efficacité, malgré les déficiences législatives, et qu'ils préviennent les scandales et les fraudes. A son tour, le Parlement devrait superviser les ministres et les corriger en cas de nécessité.

Qu'en est-il pour le Président?

Les pouvoirs présidentiels ne sont pas encore pleinement définis. Et c'est bien car il ne doit pas être limité dans ses mouvements mais bien inspirer, motiver et promouvoir des réformes. Lorsque la vie déterminera de nouvelles règles, nous verrons quel sera le rôle du président et si nous devons opter pour une présidence à l'américaine ou à l'allemande. C'est encore trop tôt pour le dire.

La liste de NSZZ Solidarnosc a recueilli peu de voix. Comment vous, en tant que leader légendaire du Syndicat, considérez-vous ces résultats?

Normalement, car c'est le cours normal des événements dans une situation anormale. J'ai toujours soutenu que si Solidarnosc perd une bataille contre les vieilles structures, s'il échoue dans la construction de quelque chose de neuf, alors ce sera une catastrophe. Mais s'il perd dans le contexte actuel, ce sera un succès. Ainsi, les résultats électoraux sont un succès, parce que nous construisons une authentique plateforme politique dans ce pays. J'ai insisté sur le fait que, au temps des combats, Solidarnosc signifiait "tous ensemble"; maintenant, alors qu'il est temps de travailler, chacun doit être à son propre poste. Nous avons tous nos racines dans Solidarnosc mais nous travaillons maintenant dans une réalité pluraliste.

Quel serait, pour vous, le scénario le plus catastrophique pour la Pologne?

Si nous tenons bon et si d'autres forces ne s'en mêlent pas, alors un tel scénario catastrophe ne se produira pas. Après tout, notre société a un haut niveau de conscience sociale. Ce dont nous avons besoin, c'est une plus grande mobilité des bonnes idées et des gens. Ainsi, je ne vois pas de scénario catastrophe. Notre société ne se détruira pas elle-même. ■